

Extrait du Spyworld Actu

<http://ks3094133.kimsufi.com/spip.php?article6511>

Réformer la défense n'est pas un exercice de style

- Défense - France -



Date de mise en ligne : mercredi 2 janvier 2008

Spyworld Actu

A l'heure où le montant du service de la dette impose de réduire les dépenses de l'Etat, la logique impose de développer avec courage des scénarios réalistes pour la défense nationale. Une telle approche suppose de recentrer la défense sur son coeur de mission, estiment Loïc Tribot La Spière et Philippe Cothier, respectivement délégué général et président du CEPS (Centre d'étude et de prospective stratégique)

La volonté de défense d'une nation est l'exercice le plus fort qu'un groupe humain puisse exprimer car il traduit sa détermination à assurer la pérennité de son vouloir vivre. Une véritable défense ne peut exister sans adhésion populaire. La défense est certes une affaire technique, mais elle ne saurait être seulement appréciée à travers le prisme d'une réflexion "savante" ou économique. La défense mérite mieux qu'un énième débat théologique assorti de jérémiades budgétaires. Il est temps de mettre un terme à certains mythes et considérer quelques réalités.

La paix n'est pas un acquis : elle se construit et se mérite. L'Europe politique de la défense n'existe pas. Parlons plutôt de plate-forme de possibilités. La défense européenne reste un voeu pieux souvent destiné à dissimuler les abandons des moyens de défense devenus inévitables dans le cadre national. Les coopérations demeurent à l'heure actuelle des facteurs de multiplication de temps de décision et d'addition de coûts.

Dans un monde aussi incertain, la détention de l'arme nucléaire reste un facteur stabilisateur même si elle a aujourd'hui perdu de sa valeur dissuasive face à des menaces d'un type nouveau. L'alternative à l'arme nucléaire n'est pas la paix, c'est le retour à des stratégies de combat. Le montant du service de la dette impose de réduire les dépenses de l'Etat. Le budget de la défense en subira les contrecoups. La logique impose de développer avec courage des scénarios réalistes.

Une telle approche suppose de recentrer la défense sur son coeur de mission. L'armée se trouve appelée à assumer des charges et des missions qui ne sont pas fondamentalement les siennes (rondes dans le métro parisien, garde des côtes, etc.). Le recentrage permettra de redéfinir missions et interfaces, de formater les administrations responsables, service des douanes et forces de police par exemple, pour qu'elles puissent assumer ces nouvelles missions et décharger pour partie les forces destinées à la défense.

Il convient aussi de développer et pratiquer une véritable culture de disponibilité. Le contexte actuel caractérisé par une plus grande progressivité dans l'emploi de la force n'impose certainement plus que les armées disposent à tout moment de l'intégralité de leurs matériels prêts à l'emploi. L'affectation des matériels par type d'usage est à développer : service permanent, service d'alerte (stocks), service dédié aux rotations.

Il faut aussi adapter, plus que par le passé, l'outil de défense à la diversité des missions qui lui seront confiées : équiper et entraîner les personnels pour répondre de manière plus adéquate aux différentes missions (crises de haute intensité, maintien de la paix, opérations de reconstruction, etc...). Notamment, la réflexion sur le statut de l'ensemble du personnel du ministère de la Défense s'impose (format versus performance, militaire versus civil).

Autre nécessité, celle de rationaliser les infrastructures pour optimiser la préparation des forces et mettre en cohérence l'ensemble des moyens. Les armées de terre et de l'air utilisent encore un ensemble de bases et de casernes réparties sur l'ensemble du territoire. L'efficacité imposerait le regroupement des unités autour des terrains où elles sont appelées à s'entraîner. Permettre par ailleurs le développement et l'application d'une démarche authentique, réaliste et responsable de maîtrise des coûts et, par exemple, autoriser la réallocation au ministère de la Défense (jusqu'à 75%) des économies réalisées par ses efforts permettrait d'amorcer une dynamique budgétaire

vertueuse et de responsabiliser les acteurs concernés.

Parallèlement à ces efforts clés, il conviendra de mener une réflexion clairvoyante sur les enjeux de sécurité intérieure. La gendarmerie, rattachée au ministère de l'Intérieur et relevant budgétairement du ministère de la Défense, montre bien l'imbrication des enjeux. On pourrait envisager d'aller plus loin en réunissant également à l'Intérieur une partie des missions et des moyens des douanes et faire évoluer la DGA en transformant ce véritable outil en agence au service des besoins en équipement des ministères de la Défense et de l'Intérieur.

La place réservée aux forces armées dans un tel cadre est alors à repreciser. Il convient d'être audacieux, constructif, mais de ne pas oublier que ces transformations concernent une population qui a choisi de consacrer, voire exposer, sa vie au service du plus grand nombre. Repenser la défense n'est pas un exercice de style !

Loïc Tribot La Spière et Philippe Cothier, respectivement délégué général et président du CEPS (Centre d'étude et de prospective stratégique)

Post-scriptum :

<http://www.latribune.fr/info/Reform...>